

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 467

[2004/200243]

**24 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modalités d'application du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, en ce qui concerne l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 de la Commission du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1038/2001 du Conseil du 22 mai 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le règlement (CE) n° 2316/1999 de la Commission du 22 octobre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 335/2003 de la Commission du 21 février 2003;

Vu le règlement (CE) n° 2461/1999 de la Commission du 19 novembre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil en ce qui concerne l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 345/2002 de la Commission du 25 février 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 3 février 1995 portant coordination de la loi du 10 novembre 1967 portant création du Bureau d'Intervention et de Restitution Belge (BIRB);

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application relatives au régime de soutien aux producteurs de certaines cultures;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives au régime de soutien aux producteurs de certaines cultures pour suivre les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92 et des règlements (CE) n° 1251/1999, n° 2316/1999 et n° 2461/1999 et du règlement (CE) n° 2419/2001;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche pour la période transitoire débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que l'urgence est requise et que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> producteur-demandeur d'aide : le producteur qui désire bénéficier de l'aide à la surface pour des cultures non alimentaires menées sur jachère dans le cadre de l'article 7, a) de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

2<sup>o</sup> matières premières destinées à la fabrication de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale :

a) les matières premières reprises à l'annexe I<sup>re</sup> du règlement (CE) n<sup>o</sup> 2461/1999, produites dans la Communauté, dont l'utilisation principale est la transformation en des produits repris à l'annexe III dudit règlement et dont seuls les éventuels produits secondaires pourraient être destinés à la consommation humaine ou animale. Néanmoins, en ce qui concerne le colza, le lin oléagineux et le chanvre, ne sont autorisées que les catégories de semences visées à l'article 6, § 3, points 1, 2, c) et 3 de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, ci-après dénommé l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001. Les semences de chanvre ne peuvent en outre concerner que du chanvre relevant du code NC 5302.10.00;

b) les matières premières obtenues de cultures pluriannuelles reprises à l'annexe II du règlement (CE) n<sup>o</sup> 2461/1999 servant à la fabrication dans la Communauté de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale comme repris à l'annexe III dudit règlement;

3<sup>o</sup> demande d'aide à la surface : la demande d'aide à la surface, encore appelée déclaration de superficie, telle que définie à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001;

4<sup>o</sup> autorité compétente :

a) pour le producteur-demandeur d'aide : l'Administration, c'est-à-dire l'une des deux autorités successives suivantes :

- l'Administration de la Gestion de la Production agricole à laquelle appartiennent les fonctionnaires territorialement compétents des Bureaux provinciaux, appelés ci-après « Services extérieurs », désignés à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001;

- à partir du 16 octobre 2002, la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne, à laquelle appartiennent les fonctionnaires territorialement compétents de la Direction des Services extérieurs, appelés ci-après « Services extérieurs ». La Division des Aides à l'Agriculture peut faire appel à la Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité de la même Direction pour assurer certaines compétences nécessitées par le traitement des aides considérées. Le Service extérieur compétent est celui qui traite la demande d'aide à la surface du producteur concerné;

b) pour le collecteur, le premier transformateur, les acheteurs intermédiaires et les transformateurs ultérieurs ainsi que pour le producteur de chanvre en ce qui concerne l'annonce de l'ensemencement : l'une des deux autorités successives suivantes :

- le Service Contrôle des Interventions et Aides UE;

- à partir du 16 octobre 2002, la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

c) en ce qui concerne la gestion des garanties, l'une des deux autorités successives suivantes :

- le Bureau d'Intervention et de Restitution Belge (BIRB);

- à partir du 16 octobre 2002, la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

#### CHAPITRE II. — Matières premières devant faire l'objet d'un contrat

##### Section I<sup>re</sup> - Conditions à remplir par le producteur-demandeur d'aide

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le producteur-demandeur d'aide qui produit sur des terres mises en jachère, les matières visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a), doit satisfaire aux exigences du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables tel que visé par l'arrêté royal du 19 décembre 2001 et soumettre à l'Administration en même temps que la demande d'aide à la surface prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les documents suivants :

1<sup>o</sup> le contrat conclu avec un collecteur ou un premier transformateur tel que défini à l'article 3 du règlement (CE) n<sup>o</sup> 2461/1999 et conforme aux conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté.

2<sup>o</sup> le formulaire de "déclaration de cultures non alimentaires - modèle 1", établi par l'Administration, reprenant notamment les informations ci-après :

a) l'identification et la localisation des parcelles où sont cultivées les matières premières concernées;

b) la superficie de chacune de ces parcelles;

c) pour chaque parcelle, la culture effectuée en spécifiant l'espèce, la variété et le type (culture d'hiver ou culture de printemps);

d) pour chaque parcelle, la quantité escomptée de matière première à livrer. Cette quantité doit être au moins égale au produit de la superficie cultivée par le rendement moyen habituellement réalisé dans la région agricole concernée pour la matière première visée.

Toutefois, pour le colza, la quantité escomptée doit être au moins égale au produit de la superficie cultivée par le rendement minimum de la région agricole concernée fixé par l'Administration pour la culture d'hiver et pour la culture de printemps;

e) dans le cas où, dans une même exploitation, la même espèce ou variété est aussi cultivée sur des parcelles non soumises à la jachère, leur identification et localisation, leur superficie, l'espèce ou variété et type, la quantité escomptée à livrer.

§ 2. Outre les dispositions prévues au § 1<sup>er</sup>, le producteur de chanvre doit annoncer l'ensemencement à l'autorité compétente visée à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, point b).

**Art. 3.** Après chaque récolte, le producteur-demandeur d'aide déclare à l'Administration au plus tard le 31 octobre au moyen du formulaire de déclaration de récolte établi par l'Administration, la quantité totale récoltée et livrée pour chaque espèce et type de culture ainsi que l'identité de celui auquel il l'a livrée.

Par dérogation au premier alinéa,

1<sup>o</sup> dans le cas de maïs d'ensilage, la déclaration de récolte peut se faire au plus tard le 30 novembre;

2<sup>o</sup> dans le cas de betteraves sucrières, topinambours et racines de chicorées, la déclaration de récolte peut se faire au plus tard le 31 décembre.

#### Section 2. — Le contrat

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Pour être valable, le contrat entre le producteur-demandeur d'aide et le collecteur ou le premier transformateur doit être daté et signé par les deux parties.

§ 2. Outre les utilisations finales principales envisagées de la matière première, le contrat doit mentionner :

1<sup>o</sup> le nom et l'adresse des parties contractantes;

2<sup>o</sup> sa durée et l'année de récolte;

3<sup>o</sup> pour chaque espèce et type de culture, la superficie cultivée par région agricole;

4<sup>o</sup> pour chaque espèce et type de culture, la quantité escomptée de matière première ainsi que toute condition applicable à sa livraison. Cette quantité doit être au moins égale au produit de la superficie cultivée par le rendement moyen habituellement réalisé dans la région agricole concernée pour la matière première visée. Toutefois, pour le colza, cette quantité doit être au moins égale au produit de la superficie cultivée par le rendement minimum fixé par l'Administration pour la région agricole concernée, tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, point d);

5<sup>o</sup> lorsque le contrat concerne des graines de navette, de colza, de tournesol ou des fèves de soja relevant des codes NC ex 1205 00 90, 1206 00 91, 1206 00 99 ou 1201 00 90, il doit également mentionner la quantité totale escomptée de sous-produits et la quantité escomptée de sous-produits destinés à d'autres fins que la consommation humaine ou animale, exprimée dans les deux cas par espèce.

§ 3. Le contrat doit comprendre les clauses suivantes :

1<sup>o</sup> le producteur-demandeur d'aide s'engage à fournir au collecteur ou au premier transformateur la totalité de la récolte effectuée sur les superficies en question;

2<sup>o</sup> le collecteur ou le premier transformateur s'engage à réceptionner la totalité de la récolte et à transformer dans la Communauté une quantité équivalente de ces matières premières ou de produits intermédiaires et/ou secondaires déjà transformés en produits finis prévus à l'annexe III du règlement (CE) n<sup>o</sup> 2461/1999, dans le respect des exigences imposées par l'article 3, alinéa § 1<sup>er</sup> dudit règlement.

§ 4. Il incombe au producteur-demandeur d'aide de veiller à ce que le contrat soit conclu à une date permettant à son co-contractant d'introduire une copie dudit contrat auprès de l'autorité compétente dans les délais fixés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

§ 5. Les deux parties contractantes peuvent modifier le contrat avant la date limite d'introduction de la demande d'aide à la surface, sous la forme d'un avenant au contrat initial ou par suppression du contrat initial et son remplacement par un nouveau contrat. Cette modification doit être signée par les deux parties et communiquée à l'Administration avant cette date limite.

Les deux parties contractantes peuvent modifier le contrat après la date limite d'introduction de la demande d'aide à la surface pour autant que la modification soit signée par les deux parties et que le producteur-demandeur d'aide en informe par écrit l'Administration avant la date limite d'ensemencement fixée au 31 mai de l'année de récolte.

Toutefois, après la fin mai de l'année de récolte, une diminution de la superficie en jachère, consécutive soit à la suppression de parcelles soit à leur changement vers une destination de parcelle non éligible à l'aide à la surface, est possible pour autant que les parcelles en question n'aient pas fait l'objet d'un contrôle ayant abouti au constat d'irrégularités ou que l'annonce d'un contrôle imminent ait été faite au producteur-demandeur d'aide.

#### Section 3. — Conditions à remplir par le collecteur ou par le premier transformateur

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le collecteur ou le premier transformateur, co-contractant du producteur-demandeur d'aide, doit transmettre une copie du contrat à l'autorité compétente, dans le délai suivant :

1<sup>o</sup> pour les matières premières dont les emblavements sont effectués du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre, au plus tard le 31 janvier de l'année de récolte;

2<sup>o</sup> pour les matières premières dont les emblavements sont effectués du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin, au plus tard à la date limite d'introduction de la demande d'aide à la surface pour l'année concernée.

Le collecteur ou premier transformateur qui modifie ou annule un contrat passé avec un producteur-demandeur d'aide, doit déposer auprès de son autorité compétente, sans délai et au plus tard à la date limite prévue pour l'introduction des modifications apportées à la demande d'aide à la surface, une copie du contrat modifié accompagné de son avenant ou d'une copie du contrat résilié.

Toutefois, le collecteur ou premier transformateur tiendra compte des possibilités précisées à l'article 4, § 5, troisième alinéa.

§ 2. Chaque contrat transmis doit être accompagné des données indiquées ci-après ou faire référence à un schéma préalablement introduit reprenant les données suivantes :

- 1° une description de la chaîne de transformation;
- 2° les prix des produits obtenus;
- 3° les rendements techniques de la transformation en produit fini, sous produit et co-produit ainsi que les pertes.

§ 3. Le collecteur ou le premier transformateur constitue la totalité de la garantie visée à l'article 15, §§ 2 et 3, du règlement (CE) n° 2461/1999, identifiée par contrat ou par son avenant, auprès de l'autorité compétente pour la gestion des garanties, ceci au plus tard à la date limite fixée pour l'introduction de la demande d'aide à la surface.

Lorsqu'un contrat est modifié ou annulé, la garantie constituée est adaptée en conséquence.

Pour chaque matière première, la garantie est libérée au prorata des quantités transformées lorsque l'autorité compétente pour le collecteur ou pour le premier transformateur a reçu la preuve de ce que les quantités de matière première ont été transformées conformément à la réglementation.

Pour les contrats concernant des graines de navette, de colza, de tournesol ou des fèves de soja relevant des codes NC ex 1205 00 90, 1206 00 91, 1206 00 99 ou 1201 00 90, soumis à la procédure mentionnée à l'article 14, §§ 2, du règlement (CE) n° 2461/1999, les quantités de sous-produits constatées en dépassement des quantités maximales qui peuvent être destinées à la consommation humaine ou animale, doivent être détournées vers d'autres marchés que celui des produits destinés à la consommation humaine ou animale.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Après réception des matières premières, le collecteur ou le premier transformateur auquel le producteur-demandeur d'aide a livré les matières premières communique à l'autorité compétente, au plus tard le 15 octobre, les informations suivantes :

- 1° la quantité de matière première réceptionnée par espèce et par type de culture;
- 2° l'identité, le numéro de producteur-demandeur d'aide et l'adresse de celui-ci;
- 3° le lieu de livraison et de stockage;
- 4° la référence du contrat visé, à savoir le numéro de contrat attribué par l'autorité compétente.

§ 2. Le collecteur communique à l'autorité compétente, dans les 40 jours ouvrables à dater de la livraison de la matière première au premier transformateur, l'identité et l'adresse du premier transformateur.

Le premier transformateur indique à l'autorité compétente dans un délai de 40 jours ouvrables après la date de livraison, le nom et l'adresse du collecteur qui lui a livré la matière première, la date de livraison, et la quantité et la nature de cette matière première.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La transformation en produit non alimentaire doit être terminée pour le 31 juillet de la deuxième année suivant la récolte.

Pour les matières premières soumises à la procédure mentionnée à l'article 14, § 2 du règlement (CE) n° 2461/1999, la date limite précitée est aussi d'application pour l'écoulement en dehors du marché des produits destinés à la consommation humaine ou animale, des quantités de sous-produits dépassant la quantité maximale qui peut être destinée à la consommation humaine ou animale.

§ 2. Le collecteur ou le premier transformateur qui soustrait du circuit non alimentaire une matière première ou un produit intermédiaire ou secondaire fabriqué au départ d'une matière première, doit le signaler au préalable à l'autorité compétente au moyen du formulaire de notification établi par cette autorité.

La quantité équivalente de matière première ou de produit intermédiaire ou secondaire fabriqué au départ de cette matière première qui a été transformée en produit non alimentaire pour remplacer les produits retirés, doit être signalée à l'autorité compétente au moyen du formulaire de notification établi par cette autorité.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le collecteur doit tenir hebdomadairement, par matière première, un registre préalablement visé et daté par l'autorité compétente. Il doit y mentionner, par jour, au moins les données reprises ci-après :

- 1° les quantités de la matière première achetées et vendues pour être transformées dans le cadre du présent arrêté;
- 2° les nom et adresse des producteurs-demandeurs d'aide;
- 3° les nom et adresse des acheteurs ou transformateurs ultérieurs.

§ 2. Tout transformateur doit tenir hebdomadairement par matière première, un registre préalablement visé et daté par l'autorité compétente. Il doit y mentionner, par jour, au moins les données reprises ci-après :

- 1° les quantités de la matière première achetées ou réceptionnées pour être transformées;
- 2° les quantités de matière première transformées ainsi que les quantités et les types de produits finis, co-produits et sous-produits obtenus qui sont en rapport;
- 3° les pertes de transformation;
- 4° les quantités détruites ainsi que la justification de chaque destruction;
- 5° les quantités et les types de produits finis et secondaires vendus ou cédés par le transformateur ainsi que les prix obtenus;
- 6° les nom et adresse des acheteurs ou transformateurs ultérieurs.

§ 3. Les registres visés aux §§ 1<sup>er</sup> et § 2 doivent être présentés lors de tout contrôle effectué par l'autorité compétente.

§ 4. Tout collecteur, premier transformateur ou transformateur ultérieur est tenu de permettre à l'autorité compétente en tout temps le contrôle de sa comptabilité, l'inspection de ses installations, la vérification des stocks ainsi que la prise d'échantillons des matières premières.

§ 5. Les documents justificatifs des contrats, des livraisons et des transformations, à savoir les factures, bordereaux de livraison, documents de transport, comptabilité de production, listes des stocks et notes de commande, doivent être conservés dans l'entreprise pendant trois ans à compter de la libération de la garantie.

## Section 4.— Dispositions particulières

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Des rendements représentatifs sont établis chaque année avant la récolte pour le colza d'hiver et le colza de printemps. Les rendements représentatifs en colza sont définis par région agricole et sont communiqués par voie de presse au plus tard le 31 juillet de l'année de récolte.

§ 2. Les rendements représentatifs régionaux doivent être effectivement obtenus et respectés par les producteurs-demandeurs d'aide. Ainsi, la quantité de colza à livrer par le producteur-demandeur d'aide au collecteur ou au premier transformateur, doit être au moins égale au produit de la superficie cultivée par le rendement représentatif régional applicable pour la superficie concernée.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** Durant le cycle cultural, si le producteur-demandeur d'aide estime qu'en raison de circonstances particulières, il ne sera pas en mesure de fournir la totalité de la quantité de matière première mentionnée dans le contrat, il en informe dès que possible le Service extérieur compétent en lui transmettant la pièce justificative des dommages subis par les cultures. Sauf en cas de force majeure, cette pièce justificative doit avoir été établie :

- soit par la Commission de constat des dégâts aux cultures;
- soit par le Service extérieur ou, à partir du 16 octobre 2002, par un agent de la Direction du contrôle de la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;
- soit par un agent de la Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Sauf cas de force majeure, toute pièce justificative qui parviendrait au Service extérieur compétent après la date de récolte de la matière première ne serait pas recevable.

§ 2. Lorsque la justification d'un manque de production telle que prévue § 1<sup>er</sup> est acceptée par le Service extérieur compétent, celui-ci autorise :

- soit une diminution des superficies faisant l'objet du contrat;
- soit une résiliation du contrat;
- soit une réduction de la quantité de matière première mentionnée sur le contrat en diminuant cette dernière proportionnellement à l'importance estimée des dégâts subis par les cultures.

Dans les cas de diminution ou de suppression de superficie faisant l'objet du contrat, pour maintenir son droit aux aides à la surface, le producteur-demandeur d'aide est tenu de remettre en jachère les terres concernées, ceci à la satisfaction de l'Administration. Par ailleurs, il perd le droit de vendre, de céder ou d'utiliser la matière première retirée du contrat.

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** Le producteur-demandeur d'aide est tenu de livrer à son co-contractant la totalité de la matière première récoltée sur les superficies concernées par le contrat.

La quantité à livrer doit être au moins égale :

- pour le colza, au produit de la superficie cultivée par le rendement représentatif régional visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>;
- pour les autres matières premières, au produit de la superficie cultivée par le rendement moyen habituellement réalisé dans la région agricole concernée.

§ 2. En cas de production défailante, lorsque l'autorité compétente a accepté la justification écrite du producteur-demandeur d'aide pouvant expliquer le manquement et lorsque la livraison correspond :

a) à au moins 90 % de la quantité à livrer visée au § 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente considère, à titre exceptionnel, que le contrat a été respecté et la déclaration de récolte est acceptée sans plus;

b) à moins de 90 % de la quantité à livrer visée au § 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente prend en compte l'accord qu'elle a préalablement donné conformément aux dispositions prévues à l'article 10, § 2, autorisant une réduction de la quantité de matière première que le producteur était tenu de livrer en vertu du § 1<sup>er</sup>.

§ 3. En cas de production défailante, il est considéré que le producteur-demandeur d'aide n'a pas rempli les obligations lui incombant quant aux parcelles mises en jachère à des fins non alimentaires, dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> lorsque la justification d'un manque de livraison invoquée par le producteur-demandeur d'aide conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, n'a pas été acceptée par le Service extérieur compétent;

2<sup>o</sup> lorsque la pièce justificative pouvant expliquer ce manque de livraison telle que prévue à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, fait défaut ou est parvenue au Service extérieur compétent après la date de récolte de la matière première;

3<sup>o</sup> lorsque la livraison effective est inférieure à celle préalablement autorisée par le Service extérieur compétent conformément aux dispositions prévues à l'article 10.

Dès lors, pour ces parcelles, les pénalités prévues à l'article 32 du règlement (CE) n<sup>o</sup> 2419/2001 sont appliquées au prorata de la quantité de matière première manquante convertie en superficie considérée comme non retrouvée.

**Art. 12. § 1<sup>er</sup>.** Le paiement au producteur-demandeur d'aide peut avoir lieu avant la transformation de la matière première pour autant que les dispositions suivantes aient été respectées :

- 1<sup>o</sup> la matière première a effectivement été livrée;
- 2<sup>o</sup> le contrat original de cultures non alimentaires dûment complété ainsi que la déclaration de récolte de cultures non alimentaires, ont été introduits en temps voulu auprès du Service extérieur compétent;
- 3<sup>o</sup> une copie du contrat a été introduite en temps voulu auprès de l'autorité compétente visée à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, b);
- 4<sup>o</sup> la garantie a été entièrement constituée, par le collecteur ou le premier transformateur, auprès de l'autorité compétente visée à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, c);
- 5<sup>o</sup> l'autorité compétente visée à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, b) a vérifié :
  - que la matière première était bien destinée à être transformée en produits repris à l'annexe III du règlement (CE) n<sup>o</sup> 2461/1999;
  - que les produits non alimentaires résultant de la transformation représentaient une valeur économique supérieure à celle des produits destinés à la consommation humaine ou animale; cette valeur étant déterminée selon la méthode mentionnée à l'article 13, § 3 du règlement (CE) n<sup>o</sup> 2461/1999;
  - que le collecteur ou le premier transformateur contractant lui a bien communiqué au plus tard le 15 octobre de l'année de récolte, la quantité réceptionnée par espèce et par type de matière première ainsi que le lieu de la livraison.

§ 2. Pour les terres mises en jachère sur lesquelles des betteraves sucrières, des topinambours ou des racines de chicorée sont cultivés, il n'est pas accordé d'aide à la surface au sens de l'article 4, point 3 du règlement (CE) n° 1251/1999.

Les cultures précitées sont cependant soumises aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas où la livraison de la matière première au premier transformateur n'est pas effectuée directement par le collecteur, ce dernier communique à l'autorité compétente, dans les 40 jours ouvrables à compter de la réception de la matière première par le premier transformateur, les identité et adresse de celui-ci et des intervenants dans le circuit de livraison.

Tout intervenant communique à son tour, à l'autorité compétente, dans un délai de 40 jours ouvrables à compter de la livraison, l'identité et l'adresse de l'acheteur de la matière première ainsi que la quantité vendue à celui-ci.

§ 2. Dans le cas d'échanges intracommunautaires aussi bien au stade de matière première qu'à celui de produit intermédiaire, il y a lieu d'utiliser un document T5 délivré par l'autorité compétente, conformément aux modalités indiquées aux articles 17, 18 et 19 du règlement (CE) n° 2461/1999.

A cet égard, l'autorité compétente visée à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, b) doit être informée, avant tout départ des produits vers un autre Etat membre, des nom et adresse du destinataire, de l'espèce, du type et de la quantité de chaque produit, ainsi que du mois de la livraison de ces produits.

#### Section 5. — Transformation des matières premières dans l'exploitation

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le producteur-demandeur d'aide qui cultive sur des terres mises en jachère des céréales ou du colza relevant du codes NC 1205 00 90 et qui dans sa propre exploitation utilise les matières premières récoltées soit comme combustibles pour chauffer son exploitation ou pour la production d'énergie ou de biocombustibles, soit qui les transforme en biogaz relevant du code NC 2711 29 00, doit respecter les dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> introduire une déclaration d'engagement remplaçant le contrat mentionné à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, dans laquelle il s'engage à utiliser ou à transformer directement la totalité des matières premières visées;

2<sup>o</sup> constituer lui-même la garantie telle que prévue à l'article 5, § 3.

§ 2. Les dispositions du chapitre II s'appliquent mutatis mutandis au producteur-demandeur d'aide qui est lui-même transformateur des matières premières dans son exploitation.

§ 3. De plus, ce producteur-demandeur d'aide doit respecter les dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> faire peser toutes les matières premières récoltées sur une balance automatique agréée. Toutefois, en cas d'utilisation de la plante entière, le pesage peut être remplacé par la détermination volumétrique de la matière première, pour autant que le producteur ait informé la Direction du contrôle des dates prévues pour cette détermination, et ce au moins deux jours ouvrables avant celle-ci;

2<sup>o</sup> dénaturer les céréales et, en ce qui concerne le colza, l'huile brute de colza, immédiatement après transformation de la matière première, et ceci selon la méthode prescrite par l'autorité compétente;

3<sup>o</sup> tenir un registre spécifique qui mentionne entre autres, les quantités de matières premières récoltées, transformées et dénaturées.

§ 4. La dénaturation de l'huile obtenue à la ferme constitue la phase terminale de la transformation des graines oléagineuses telle que prévue à l'article 7, § 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE III. — Pour les matières premières ne devant pas faire l'objet d'un contrat

**Art. 15.** Le producteur-demandeur d'aide qui cultive des matières premières prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b) sur des terres mises en jachère doit soumettre à l'Administration, en même temps que la demande d'aide à la surface visée à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, une déclaration annuelle sur le formulaire de "déclaration de cultures non alimentaires - modèle 2", établi par l'Administration, reprenant notamment les informations ci-après :

- l'identification et la localisation des parcelles où sont cultivées les matières premières concernées;
- la superficie de chacune de ces parcelles;
- pour chaque parcelle, la mention de la culture, de l'année de sa mise en place, de la durée de son cycle cultural et des dates prévues des récoltes.

Sur le formulaire précisé au premier alinéa, le producteur-demandeur d'aide s'engage à ce que, en cas d'utilisation ou de vente des matières premières concernées, celles-ci soient affectées aux destinations mentionnées à l'annexe III du règlement (CE) n° 2461/1999.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions générales

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les matières premières prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, cultivées sur des terres mises en jachère, les produits finis, sous-produits, co-produits, et produits intermédiaires qui en dérivent, ainsi que les superficies utilisées pour produire de telles matières premières, ne peuvent bénéficier d'aucune des mesures suivantes :

- actions financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section garantie, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, points a) et b), du règlement (CE) n° 1258/1999;
- aides communautaires prévues par le chapitre VIII du règlement (CE) n° 1257/1999, à l'exception du soutien accordé au titre des coûts de plantation pour les espèces à croissance rapide tel que prévu à l'article 31, § 3, deuxième alinéa, dudit règlement.

§ 2. Les superficies mises en jachère, utilisées pour la production des matières premières visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, sont soumises aux dispositions du chapitre III du règlement (CE) n° 2316/1999.

Toutefois, la culture de ces matières premières est considérée comme compatible avec lesdites dispositions et, par dérogation à l'article 19, § 2, premier tiret, du règlement (CE) n° 2316/1999, les superficies concernées ne doivent pas être mises hors culture à partir du 15 janvier, à condition que les exigences du présent arrêté soient remplies.

§ 3. Le producteur-demandeur d'aide est tenu de respecter les dispositions régionales en matière d'affectation des sols.

**Art. 17.** Sous peine de forclusion ou de nullité, le recours contre une décision prise en application du régime relatif aux aides prévues par le présent arrêté doit être introduit par lettre recommandée, auprès de l'Administration, dans le mois qui suit la communication de la décision. L'introduction du recours n'exclut pas une éventuelle demande de remboursement des montants indûment versés.

**Art. 18.** L'Administration est chargée du versement des aides à la surface ainsi que du recouvrement des paiements indus.

En cas de montant indûment versé suite à un non-respect des engagements et/ou à une irrégularité intentionnelle par le producteur-demandeur d'aide, ce montant indu est majoré d'un intérêt calculé au taux légal.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'Administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'Administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur-demandeur d'aide.

**Art. 19.** Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

**Art. 20.** L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

**Art. 21.** L'arrêté ministériel du 28 juin 1999 portant modalités d'application relatives à l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières destinées à la fabrication de produits non spécifiquement destinés à l'alimentation humaine ou animale, est abrogé.

**Art. 22.** Le présent arrêté produit ses effets à partir de la campagne de commercialisation 2002/2003 (récolte 2002).

**Art. 23.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 juillet 2003

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 467

[2004/200243]

**24. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung mit Durchführungsbestimmungen für die Anwendung der Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen in Bezug auf die Nutzung stillgelegter Flächen für die Erzeugung von Ausgangserzeugnissen, die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1038/2001 des Rates vom 22. Mai 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2316/1999 der Kommission vom 22. Oktober 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 335/2003 der Kommission vom 21. Februar 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 der Kommission vom 19. November 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates in Bezug auf die Nutzung stillgelegter Flächen für die Erzeugung von Ausgangserzeugnissen, die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 345/2002 der Kommission vom 25. Februar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. Februar 1995 zur Koordinierung des Gesetzes vom 10. November 1967 zur Errichtung des "Bureau d'Intervention et de Restitution belge (BIRB)";

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 23. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Maßnahmen bezüglich der Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen zu ergreifen und so den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92, der Verordnungen (EG) Nr. 1251/1999, Nr. 2316/1999 und Nr. 2461/1999 sowie der neuen Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass Dringlichkeit besteht und dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Erzeuger-Antragsteller auf Flächenbeihilfe: der Erzeuger, der in den Genuss der Flächenbeihilfe für die im Rahmen von Artikel 7, a) des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen auf stillgelegten Flächen angelegten Non-Food-Kulturen gelangen möchte;

2° Ausgangserzeugnisse, die zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen :

a) die in Anhang I der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 angeführten in der Gemeinschaft erzeugten Ausgangserzeugnisse, die hauptsächlich dazu genutzt werden, in Produkte verarbeitet zu werden, die den Anhang III der genannten Regelung bilden und von denen lediglich die Nebenerzeugnisse für Lebens- oder Futtermittelzwecke verwendet werden könnten. Bei Raps, Öllein und Hanf sind jedoch lediglich die in Artikel 6, § 3, Punkt 1, 2, c) und 3 des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, nachstehend der Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 genannt, angeführten Kategorien von Saatgut zugelassen. Zudem darf das Saatgut für Hanf nur den unter dem KN-Code 5302.10.00 angeführten Hanf betreffen.

b) Ausgangserzeugnisse aus Mehrjahreskulturen, die in Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 angeführt werden und die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen, wie in Anhang III der genannten Verordnung angeführt;

3°) Antrag auf Flächenbeihilfe : der in Artikel 8, § 1 des Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 angeführte Antrag auf eine Flächenbeihilfe, auch Flächenenerklärung genannt;

4°) Zuständige Behörde:

a) für den Erzeuger - Antragsteller auf Flächenbeihilfe: die Verwaltung, d.h. eine der beiden nachstehenden nacheinander zuständigen Behörden:

- die für die Verwaltung der landwirtschaftlichen Produktion zuständige Behörde, der die örtlich zuständigen Beamten der Provinzbüros, nachstehend "Außendienste" genannt, angehören, die in Anlage IV des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 bezeichnet werden;

- ab dem 16. Oktober 2002 die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, der die örtlich zuständigen Beamten der Direktion der Außendienste, nachstehend "Außendienste" genannt, angehören. Die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft kann sich an die Abteilung Forschung, Entwicklung und Qualität der genannten Direktion wenden, um bestimmte Aufgaben, die bei der Behandlung der betreffenden Anträge anfallen, zu übernehmen. Die zuständige Dienststelle ist jene, die den Antrag auf eine Flächenbeihilfe des betreffenden Erzeugers behandelt;

b) für den Aufkäufer, den Erstverarbeiter, die Zwischenkäufer und die späteren Verarbeiter sowie für den Hanferzeuger was die Bekanntgabe der Einsaat betrifft : eine der beiden nachstehenden nacheinander zuständigen Behörden:

- die Dienststelle Kontrolle der EU-Beihilfen und Beteiligungen;

- ab dem 16. Oktober 2002 die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

c) bezüglich der Verwaltung der Bürgschaften : eine der beiden nachstehenden nacheinander zuständigen Behörden:

- das "Bureau d'Intervention et de Restitution belge (BIRB)";

- ab dem 16. Oktober 2002 die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.



KAPITEL II — *Ausgangserzeugnisse, die Gegenstand eines Vertrags sein müssen**Abschnitt 1 — Von dem Erzeuger - Antragsteller auf Beihilfe zu erfüllende Bedingungen*

**Art. 2 - § 1.** Der Erzeuger - Antragsteller, der die in Artikel 1, 2°, a) angeführten Erzeugnisse auf stillgelegten Flächen anbaut, muss die in dem Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001 angeführten Bedingungen der Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen erfüllen und der Verwaltung gemeinsam mit seinem in Artikel 1, 3° angeführten Antrag auf Flächenbeihilfe folgende Dokumente übermitteln:

1° der mit einem Aufkäufer oder einem Erstverarbeiter nach Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 geschlossene Vertrag, der die in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses angeführten Bedingungen erfüllt;

2° das von der Verwaltung erarbeitete Formular "Erklärung für Non-Food-Kulturen - Modell 1", das folgende Informationen beinhaltet:

a) die Identifizierung und die Lage der Parzellen, auf denen die betreffenden Ausgangserzeugnisse angebaut werden;

b) die Fläche jeder der Parzellen;

c) für jede der Parzellen die angebaute Kultur unter Angabe der Art, der Sorte und des Typs (Winterkultur oder Frühjahrskultur);

d) für jede der Parzellen der voraussichtliche zu liefernde Ertrag an Ausgangserzeugnissen. Dieser Ertrag muss wenigstens dem Ergebnis der Multiplikation der angebauten Fläche mit dem für die betreffende Gegend und das betreffende Ausgangserzeugnis gewöhnlich erzielten Durchschnittsertrag entsprechen.

Für Raps muss der voraussichtliche Ertrag jedoch wenigstens dem Ergebnis der Multiplikation der angebauten Fläche mit dem von der Verwaltung für die Winterkultur und die Frühjahrskultur festgelegten Mindestertrag für die betreffende Gegend entsprechen;

e) für den Fall dass innerhalb eines Betriebs die gleiche Art oder Sorte ebenfalls auf Parzellen angebaut wird, die nicht stillgelegt werden, ihre Identifizierung und Lage, ihre Fläche, die Art, die Sorte oder der Typ und der voraussichtliche zu liefernde Ertrag.

§ 2. Zusätzlich zu den unter § 1 angeführten Bestimmungen muss der Hanferzeuger die in Artikel 1, 4°, Punkt b) angeführten Behörde über die Aussaat informieren.

**Art. 3 -** Nach jeder Ernte informiert der Erzeuger - Antragsteller die Verwaltung spätestens am 31. Oktober anhand des von der Verwaltung erarbeiteten Erklärungsformulars "Ernte" über die Gesamtmenge des geernteten und gelieferten Erzeugnisses für jede angebaute Art und Sorte sowie die Identität des Abnehmers.

Abweichungen von Absatz 1:

1° im Fall von Silagemais kann die Ernteerklärung bis spätestens am 30. November eingereicht werden;

2° im Fall von Zuckerrüben, Topinamburen und Zichorienwurzeln kann die Ernteerklärung bis spätestens am 31. Dezember eingereicht werden.

*Abschnitt 2 — Der Vertrag*

**Art. 4 - § 1.** Um gültig zu sein muss der zwischen dem Erzeuger - Antragsteller und dem Aufkäufer oder dem Erstverarbeiter datiert und von beiden Parteien unterzeichnet sein.

§ 2. Zusätzlich zu den hauptsächlichen geplanten Endverwendungen der Ausgangserzeugnisse muss der Vertrag folgende Informationen beinhalten:

1° Name und Anschrift der Vertragsparteien;

2° Dauer des Vertrags und Erntejahr;

3° Für jede angebaute Art und Sorte die pro landwirtschaftliche Gegend angebaute Fläche;

4° Für jede angebaute Art und Sorte die voraussichtliche Menge der Ausgangserzeugnisse sowie jegliche auf deren Lieferung anwendbaren Bedingung. Diese Menge muss wenigstens dem Ergebnis der Multiplikation der angebauten Fläche mit dem für die betreffende Gegend und das betreffende Ausgangserzeugnis gewöhnlich erzielten Durchschnittsertrag entsprechen. Für Raps muss diese Menge jedoch wenigstens dem Ergebnis der Multiplikation der angebauten Fläche mit dem von der Verwaltung für die betreffende Gegend festgelegten Mindestertrag nach Artikel 2, § 1, 2°, Punkt d) entsprechen;

5° Betrifft der Vertrag Saatgut von Raps- oder Rübsensamen, Sonnenblumenkerne oder Sojabohnen der KN-Codes ex 1205 00 90, 1206 00 91, 1206 00 99 oder 1201 00 90, muss zusätzlich die voraussichtliche Gesamtmenge der Nebenprodukte und die voraussichtliche Menge der Nebenprodukte, die nicht zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmt sind, angeführt werden, wobei in beiden Fällen die Gesamtmenge pro Sorte anzugeben ist.

§ 3. Der Vertrag muss die nachfolgenden Klauseln umfassen:

1° der Erzeuger - Antragsteller verpflichtet sich, dem Aufkäufer oder dem Erstverarbeiter die gesamte Ernte der fraglichen Flächen zu liefern;

2° der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter verpflichtet sich, die gesamte Ernte abzunehmen und innerhalb der Gemeinschaft eine gleichwertige Menge dieser Ausgangserzeugnisse oder Zwischenerzeugnisse und/oder Nebenprodukte in Enderzeugnisse gemäß Anhang III der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 zu verarbeiten und dabei die in Artikel 3, § 1 der genannten Regelung angeführten Bedingungen zu beachten.

§ 4. Der Erzeuger - Antragsteller hat darüber zu wachen, dass der Vertrag an einem Datum geschlossen wird, das seinem Vertragspartner ermöglicht eine Kopie des genannten Vertrags innerhalb der in Artikel 5, § 1 festgelegten Frist bei der zuständigen Behörde einzureichen.

§ 5. Die beiden Vertragsparteien können den Vertrag vor dem äußersten Datum des Einreichens des Antrags auf eine Flächenbeihilfe ändern, entweder in Form eines Nachtrags zu dem ursprünglichen Vertrag oder durch die Aufhebung des ursprünglichen Vertrags und sein Ersetzen durch einen neuen Vertrag. Diese Änderung muss von beiden Parteien unterzeichnet werden und der Verwaltung vor diesem äußersten Datum mitgeteilt werden.

Die beiden Vertragsparteien können den Vertrag nach dem äußersten Datum des Einreichens des Antrags auf eine Flächenbeihilfe ändern, unter der Bedingung, dass diese Änderung von beiden Parteien unterzeichnet wird, und dass der Erzeuger - Antragsteller die Verwaltung vor dem äußersten Datum für die Aussaat, das auf den 31. Mai des Erntejahres festgelegt worden ist, darüber informiert.

Nach Ende des Monats Mai des Erntejahres ist eine Verringerung der stillgelegten Fläche, die entweder darauf zurückzuführen ist, dass Parzellen gestrichen werden, oder dass sie für eine Nutzung bestimmt sind, die im Rahmen der Flächenbeihilfe nicht förderfähig ist, möglich, unter der Bedingung, dass die fraglichen Parzellen nicht Gegenstand einer Kontrolle waren, im Anschluss an die Regelwidrigkeiten festgestellt wurden, oder dass dem Erzeuger - Antragsteller eine unmittelbar bevorstehende Kontrolle angekündigt worden war.

### Abschnitt 3 — Von dem Aufkäufer oder dem Erstverarbeiter zu erfüllende Bedingungen

**Art. 5 - § 1.** Der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter muss als Vertragspartner des Erzeugers - Antragstellers der zuständigen Behörde innerhalb der nachstehend angeführten Frist eine Kopie des Vertrags übermitteln:

1° bis zum 31. Januar des Erntejahres bei Ausgangserzeugnissen, die zwischen dem 1. Juli und dem 31. Dezember ausgesät werden;

2° bis zum äußersten Datum für das Einreichen des Antrags auf Flächenbeihilfe im betreffenden Jahr bei Ausgangserzeugnissen, die zwischen dem 1. Januar und dem 30. Juni ausgesät werden.

Der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter, der einen mit dem Erzeuger - Antragsteller geschlossenen Vertrag ändert oder aufhebt, muss unverzüglich und spätestens am für das Einreichen der den Antrag auf Flächenbeihilfe betreffenden Abänderungen vorgesehenen äußersten Datum bei der für ihn zuständigen Behörde eine Kopie des abgeänderten Vertrags einschließlich des diesbezüglichen Nachtrags oder eine Kopie des aufgelösten Vertrags einreichen.

Der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter berücksichtigt jedoch die in Artikel 4, § 5, Absatz 3 angeführten Möglichkeiten.

§ 2. Jedem eingereichten Vertrag müssen die nachstehenden Angaben beigefügt werden oder der Vertrag muss auf ein vorab eingereichtes Schema verweisen, das diese Angaben umfasst:

1° eine Beschreibung der Verarbeitungskette;

2° der Preis der produzierten Erzeugnisse;

3° die technischen Ertragskoeffizienten für die Verarbeitung in ein End-, ein Neben- und ein Nacherzeugnis, sowie die Verluste.

§ 3. Der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter leistet die gesamte Sicherheit gemäß Artikel 15, § 2 und § 3 der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999, die durch einen Vertrag oder einen Nachtrag zu dem Vertrag identifiziert wird, bei der für die Verwaltung der Sicherheiten zuständigen Behörden und zwar spätestens an dem äußersten Datum für das Einreichen des Antrags auf eine Flächenbeihilfe.

Wird ein Vertrag geändert oder aufgelöst, so wird die geleistete Sicherheit entsprechend angepasst.

Für jedes Ausgangserzeugnis wird die Sicherheit im Verhältnis zu den verarbeiteten Mengen freigegeben, sofern der für den Aufkäufer oder Erstverarbeiter zuständigen Behörde gegenüber nachgewiesen wird, dass die betreffenden Mengen des Ausgangserzeugnisses unter den Bedingungen der geltenden Bestimmungen verarbeitet wurden.

Betrifft der Vertrag Raps- oder Rübsensamen, Sonnenblumenkerne oder Sojabohnen der KN-Codes ex 1205 00 90, 1206 00 91, 1206 00 99 oder 1201 00 90, die dem in Artikel 14, § 2 der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 angeführten Verfahren unterliegen, so muss die festgestellte Menge der Nebenprodukte, die die Höchstmenge der Produkte, die für Lebens- oder Futtermittelzwecke bestimmt sind, übersteigt, auf anderen Absatzmärkten als denen der für Lebens- oder Futtermittelzwecke bestimmten Produkte vertrieben werden.

**Art. 6 - § 1.** Der Aufkäufer oder Erstverarbeiter, der Ausgangserzeugnisse vom Erzeuger - Antragsteller erhalten hat, übermittelt der für ihn zuständige Behörde bis spätestens am 15. Oktober die folgenden Informationen:

1° die Menge der erhaltenen Ausgangserzeugnisse, nach Art und Sorte der Kultur angeführt;

2° die Identität, die Erzeugernummer des Antragstellers und dessen Anschrift;

3° der Ort der Lieferung und der Lagerung;

4° das Aktenzeichen des betreffenden Vertrags, d.h. die von der zuständigen Behörde zugeteilte Vertragsnummer.

§ 2. Innerhalb von 40 Arbeitstagen nach Lieferung der Ausgangserzeugnisse an den Erstverarbeiter teilt der Aufkäufer der für ihn zuständigen Behörde Namen und Anschrift des Erstverarbeiters mit, die er erhalten hat.

Der Erstverarbeiter informiert seinerseits innerhalb von 40 Arbeitstagen nach Erhalt des Ausgangserzeugnisses die für ihn zuständige Behörde über Namen und Anschrift des Aufkäufers, der ihm das Ausgangserzeugnis geliefert hat, über Menge und Art des erhaltenen Ausgangserzeugnisses sowie über das Lieferdatum.

**Art. 7 - § 1.** Die Verarbeitung in ein Non-Food-Erzeugnis muss am 31. Juli des zweiten auf die Ernte folgenden Jahres abgeschlossen sein.

Für die Ausgangserzeugnisse, die dem in Artikel 14, § 2 der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 angeführten Verfahren unterliegen, ist die vorerwähnte Frist ebenfalls anwendbar für den Vertrieb auf den Absatzmärkten für Produkte, die für Lebens- oder Futtermittelzwecke bestimmt sind, jener Mengen der Nebenprodukte, die die Höchstmenge der Produkte, die für Lebens- oder Futtermittelzwecke bestimmt sind, übersteigen.

§ 2. Der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter, der den Non-Food Vertriebsmärkten ein Ausgangserzeugnis, ein Zwischenerzeugnis oder ein Nebenerzeugnis, das anhand eines Ausgangserzeugnisses hergestellt wurde, entzieht, muss dies vorab der zuständigen Behörde mittels des von dieser Behörde vorgeschriebenen Mitteilungsformulars mitteilen.

Die entsprechende Menge eines Ausgangserzeugnisses oder eines Zwischen- oder Nebenerzeugnisses, das anhand dieses Ausgangserzeugnisses hergestellt worden ist und in ein Non-Food-Erzeugnis verarbeitet worden ist, um die entzogenen Erzeugnisse zu ersetzen, muss der zuständigen Behörde mittels des von dieser Behörde vorgeschriebenen Mitteilungsformulars mitgeteilt werden.

**Art. 8 - § 1.** Der Aufkäufer muss wöchentlich für jedes Ausgangserzeugnis ein von der zuständigen Behörde unterzeichnetes und datiertes Register führen. Darin hat er täglich wenigstens die nachfolgenden Angaben zu vermerken:

1° die Mengen aller im Rahmen des vorliegenden Erlasses gekauften und zwecks Verarbeitung verkauften Ausgangserzeugnisse;

2° Name und Anschrift der Erzeuger - Antragsteller;

3° Name und Anschrift der anschließenden Käufer/Verarbeiter.

§ 2. Jeder Verarbeiter muss wöchentlich für jedes Ausgangserzeugnis ein von der zuständigen Behörde unterzeichnetes und datiertes Register führen. Darin hat er täglich wenigstens die nachfolgenden Angaben zu vermerken:

1° die Mengen aller Ausgangserzeugnisse, die er gekauft oder angenommen hat, um sie zu verarbeiten;

2° die Mengen der verarbeiteten Ausgangserzeugnisse sowie die Mengen und Arten der dabei gewonnenen End-, Neben- und Nacherzeugnisse;

3° Verarbeitungsverluste;

4° vernichtete Mengen mit entsprechender Begründung;

5° Mengen und Arten der vom Verarbeiter verkauften oder abgegebenen Erzeugnisse sowie die erzielten Preise;

6° Name und Anschrift der anschließenden Käufer/Verarbeiter.

§ 3. Die unter § 1 und § 2 erwähnten Register sind bei jeder von der zuständigen Behörde durchgeführten Kontrolle vorzulegen.

§ 4. Jeder Aufkäufer, Erstverarbeiter oder anschließende Verarbeiter ist verpflichtet, der zuständigen Behörde jederzeit die Kontrolle seiner Buchführung, die Inspektion seiner Betriebsanlagen, die Überprüfung der Lagerbestände sowie die Entnahme von Proben der Ersterzeugnisse zu ermöglichen.

§ 5. Die Belege für die Verträge, die Lieferungen und die Verarbeitungen, d.h. die Rechnungen, die Lieferscheine, die Transportdokumente, die Produktionsbuchführung, die Liste der Lagerbestände sowie die Bestellscheine müssen ab dem Datum der Freigabe der Garantie während drei Jahren im Betrieb aufbewahrt werden.

#### Abschnitt 4 — Sonderbestimmungen

**Art. 9 - § 1.** Für Winterraps und für Frühlingsraps werden jedes Jahr vor der Ernte repräsentative Erträge bestimmt. Die repräsentativen Erträge für Raps werden für die jeweiligen landwirtschaftlichen Gegenden festgelegt und spätestens am 31. Juli des Erntejahres in der Presse bekanntgegeben.

§ 2. Die für die jeweilige Gegend repräsentativen Erträge müssen effektiv erzielt und von den Erzeugern-Antragstellern beachtet werden. Die von dem Erzeuger - Antragsteller an den Aufkäufer oder den Erstverarbeiter zu liefernde Menge Raps zum Beispiel muss wenigstens dem Ergebnis der Multiplikation der angebauten Fläche mit dem für die betreffende Fläche anwendbaren regionalen repräsentativen Ertrag entsprechen.

**Art. 10 - § 1.** Falls der Erzeuger-Antragsteller während der Vegetationsperiode der Ansicht ist, dass er aufgrund besonderer Umstände nicht in der Lage sein wird, die gesamte Menge der vertraglich festgelegten Ausgangserzeugnisse zu liefern, setzt er so schnell wie möglich den zuständigen Außendienst davon in Kenntnis, indem er ihm den ihm die Unterlagen übermittelt, in denen die Schäden an den Kulturen belegt werden. Außer in Fällen höherer Gewalt muss dieser Beleg ausgestellt worden sein:

- entweder von der "Commission de constat des dégâts aux cultures";

- oder von dem Außendienst oder ab dem 16. Oktober 2002 von einem Bediensteten der Direktion der Kontrolle der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

- oder von einem Bediensteten der Abteilung Forschung, Entwicklung und Qualität der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

Außer bei höherer Gewalt ist ein Beleg, der nach der Ernte des Ausgangserzeugnisses bei dem Außendienst eintrifft, nicht zulässig.

§ 2. Wird die unter § 1 angeführte Begründung für das Ausbleiben des erwarteten Ertrags von dem Außendienst für zulässig erklärt, so erlaubt dieser:

- entweder eine Verringerung der Flächen, die Gegenstand des Vertrags sind;

- oder eine Auflösung des Vertrags;

- oder eine Verringerung der Menge der in dem Vertrag angeführten Ausgangserzeugnisse, wobei diese Menge im Verhältnis zu dem geschätzten Ausmaß der Schäden an den Kulturen verringert wird.

Im Falle einer Verringerung oder einer Streichung der Fläche, die Gegenstand des Vertrags ist, ist der Erzeuger-Antragsteller verpflichtet, die betreffenden Flächen gemäß den Anforderungen der Dienststelle stillzulegen, um nicht sein Anrecht auf die Flächenbeihilfen zu verlieren. Zudem verliert er das Recht, die aus dem Vertrag herausgenommenen Ersterzeugnisse zu veräußern, abzutreten oder zu nutzen.

**Art. 11 - § 1.** Der Erzeuger-Antragsteller ist verpflichtet, seinem Vertragspartner die gesamte Menge der auf den in dem Vertrag angeführten Flächen geernteten Ausgangserzeugnisse zu liefern.

Die zu liefernde Menge entspricht wenigstens:

- für Raps dem Ergebnis der Multiplikation der angebauten Fläche mit dem in Artikel 9, § 1 erwähnten repräsentativen Ertrag;

- für die anderen Ausgangserzeugnisse dem Ergebnis der Multiplikation der angebauten Fläche mit dem gewöhnlich in der betreffenden landwirtschaftlichen Gegend erzielten Durchschnittsertrag.

§ 2. Wenn der Ertrag nicht den Erwartungen entspricht und die zuständige Behörde der schriftlichen Rechtfertigung des Erzeugers - Antragstellers stattgegeben hat, durch die das Ausbleiben des Ertrag erklärt werden kann, und wenn die zu liefernde Menge:

a) wenigstens 90% der in § 1 angeführten zu liefernden Menge entspricht, geht die zuständige Behörde ausnahmsweise davon aus, dass die Vertragsvereinbarungen erfüllt wurden und wird die Ernteerklärung ohne weiteres akzeptiert;

b) weniger als 90% der in § 1 angeführten zu liefernden Menge ausmacht, berücksichtigt die zuständige Behörde die Zustimmung, die sie vorab gemäß den Bestimmungen von Artikel 10, § 2 erteilt hat und durch die sie einer Verringerung der Menge der Ausgangserzeugnisse, die der Erzeuger gemäß § 1 zu liefern hatte, zugestimmt hatte.

§ 3. Wenn der Ertrag nicht den Erwartungen entspricht, wird in den nachstehend angeführten Fällen davon ausgegangen, dass der Erzeuger-Antragsteller seine Verpflichtungen nicht erfüllt hat, was die für Non-Food Zwecke stillgelegten Parzellen betrifft :

1° wenn der von dem Erzeuger-Antragsteller gemäß Artikel 10, § 1 vorgebrachten Rechtfertigung einer ausbleibenden Lieferung von dem zuständigen Außendienst nicht stattgegeben wurde;

2° wenn die in Artikel 10, § 1 angeführten Unterlagen zur Rechtfertigung dieser ausbleibenden Lieferung nicht eingereicht worden sind oder der zuständigen Dienststelle nach dem Datum des Aberntens der Ausgangserzeugnisse nicht übermittelt worden sind;

3° wenn die tatsächliche Liefermenge unter der liegt, die vorab gemäß den in Artikel 10 angeführten Bestimmungen von der zuständigen Dienststelle zugelassen worden ist.

Für die betreffenden Parzellen werden die in Artikel 32 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 vorgesehenen Sanktionen im Proporz zu der fehlenden Menge an Ausgangserzeugnissen angewandt, die zu diesem Zweck in nicht wiedergefundene Fläche umgewandelt wird.

**Art. 12 - § 1.** Unter der Voraussetzung, dass die nachstehend angeführten Bedingungen erfüllt sind, kann die Zahlung an den Antragsteller-Erzeuger vor der Verarbeitung des Ausgangserzeugnisses erfolgen:

1° das Ausgangserzeugnis wurde effektiv abgeliefert;

2° das ordnungsgemäß ausgefüllte Original des Vertrags für Non-Food-Kulturen sowie die Ernteerklärung für Non-Food-Kulturen wurden fristgerecht bei dem zuständigen Außendienst hinterlegt;

3° eine Kopie des Vertrages wurde fristgerecht bei der in Artikel 1, 4°, b) angeführten zuständigen Behörde hinterlegt;

4° die gesamte Sicherheit wurde von dem Aufkäufer oder dem Erstverarbeiter bei der in Artikel 1, 4°, c) angeführten zuständigen Behörde geleistet;

5° die Artikel 1, 4°, b) angeführte zuständigen Behörde hat überprüft:

- dass das Ausgangserzeugnis effektiv dazu bestimmt ist, in Erzeugnisse verarbeitet zu werden, die in Anhang III der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 angeführt werden;

- dass die Non-Food-Erzeugnisse, die aus der Verarbeitung hervorgehen, einen wirtschaftlichen Wert haben, der über dem Wert der Produkte liegt, die für Lebens- oder Futtermittelzwecke bestimmt sind; dieser Wert wird nach der in Artikel 13, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 angeführten Methode berechnet;

- dass der im Vertrag angeführte Aufkäufer oder Erstverarbeiter sie spätestens am 15. Oktober des Erntejahres über die Menge der erhaltenen Ausgangserzeugnisse unter Angabe der Art und der Sorte sowie über den Lieferort informiert hat.

§ 2. Für stillgelegte Flächen, auf denen Zuckerrüben, Topinambur oder Zichorienwurzel angebaut werden, wird nach Artikel 4, Punkt 3 der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 keine Flächenbeihilfe gewährt.

Die vorerwähnten Kulturen unterliegen jedoch den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses.

**Art. 13 - § 1.** Erfolgt die Lieferung des Ausgangserzeugnisses an den Erstverarbeiter nicht direkt durch den Aufkäufer, so teilt letzterer der für ihn zuständigen Behörde Namen und Anschrift der zwischengeschalteten Lieferparteien sowie Namen und Anschrift des Erstverarbeiters mit. Diese Mitteilung erfolgt innerhalb von 40 Arbeitstagen nach Erhalt des Ausgangserzeugnisses durch den Erstverarbeiter.

Alle zwischengeschalteten Parteien teilen ihrerseits den für sie zuständigen Behörden innerhalb von 40 Arbeitstagen nach dem Geschäft Namen und Anschrift des Käufers des Ausgangserzeugnisses und die an ihn verkaufte Menge mit.

§ 2. Bei innergemeinschaftlichem Warenaustausch von Ausgangs- oder Zwischenerzeugnissen ist gemäß den in den Artikeln 17, 18 und 19 der Verordnung (EG) 2461/1999 angeführten Modalitäten das von der zuständigen Behörde ausgestellte Dokument T5 zu verwenden.

Diesbezüglich ist die in Artikel 1, 4°, b) angeführte zuständige Behörde über den Namen und die Anschrift des Empfängers, die Art, die Sorte und die Menge jedes Erzeugnisses sowie den Monat der Lieferung dieser Erzeugnisse zu informieren.

*Abschnitt 5 - Verarbeitung der Ersterzeugnisse im Betrieb*

**Art. 14 - § 1.** Der Erzeuger-Antragsteller, der auf stillgelegten Flächen Getreide oder Raps des KN-Codes 1205 00 90 anbaut und der die auf seinem eigenen Betrieb geernteten Ausgangserzeugnisse als Brennstoffe nutzt, um den Betrieb zu heizen, oder um Energie oder Biobrennstoff zu erzeugen, oder sie zu Biogas des KN-Codes 2711 29 00 verarbeitet, muss nachfolgende Bestimmungen beachten:

1° sich durch eine Erklärung verpflichten, die den in Artikel 2, § 1, 1° angeführten Vertrag ersetzt, alle Ausgangserzeugnisse, auf das sich diese Erklärung bezieht, direkt zu nutzen oder zu verarbeiten;

2° selbst die in Artikel 5, § 3 angeführte Sicherheit hinterlegen.

§ 2. Die Bestimmungen von Kapitel II sind mutatis mutandis auf den Erzeuger - Antragsteller anwendbar, der selbst Ausgangserzeugnisse auf seinem Betrieb verarbeitet.

§ 3. Zudem hat dieser Erzeuger - Antragsteller die nachfolgenden Bestimmungen zu beachten:

1° alle geernteten Ausgangserzeugnisse auf einer zugelassenen automatischen Waage wiegen lassen. Wird die gesamte Pflanze genutzt, kann das Wiegen durch eine Massenberechnung des Ausgangserzeugnisses ersetzt werden, unter der Bedingung, dass der Erzeuger die Direktion der Kontrolle wenigstens zwei Arbeitstage vorher von den für diese Berechnung vorgesehenen Daten in Kenntnis gesetzt hat;

2° das Getreide und bei Raps das Rohöl denaturieren und zwar unmittelbar nach der Verarbeitung des Ausgangserzeugnisses, wobei das von der zuständigen Behörde vorgeschriebene Verfahren anzuwenden ist;

3° ein getrenntes Register führen, in dem insbesondere die Menge der geernteten, verarbeiteten und denaturierten Ausgangserzeugnisse aufgeführt wird.

§ 4. Bei der Denaturierung des auf dem Bauernhof gewonnenen Öls handelt sich um die letzte Phase der Verarbeitung der Ölsaaten nach Artikel 7, § 1.

*KAPITEL III — Ausgangserzeugnisse, für die kein Vertrag abzuschließen ist*

**Art. 15 -** Der Erzeuger-Antragsteller, der die in Artikel 1, 2°, b) angeführten Ausgangserzeugnisse auf stillgelegten Flächen anbaut, muss der Verwaltung gemeinsam mit dem in Artikel 1, 3° angeführten Antrag auf Flächenbeihilfe eine jährlich abzugebende Erklärung auf dem von der Verwaltung erarbeiteten Formular "Erklärung für Non-Food- Kulturen - Modell 2" übermitteln, die insbesondere die folgenden Angaben umfasst:

a) die Identifizierung und die Lage der Parzellen, auf denen die betreffenden Ausgangserzeugnisse angebaut werden;

b) die Fläche jeder der Parzellen;

c) für jede der Parzellen die angebaute Kultur, das Jahr, in dem sie angelegt wurde, die Dauer der Vegetationsperiode sowie die voraussichtlichen Erntedaten.

Auf dem in Absatz 1 angeführten Formular verpflichtet sich der Erzeuger - Antragsteller, dass die betreffenden Ausgangserzeugnisse - für den Fall das sie genutzt oder verkauft werden - zu den in Anhang III der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 angeführten Zwecken verwendet werden.

*KAPITEL IV — Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 16 - § 1.** Die in Artikel 1, 2° erwähnten Ausgangserzeugnisse, die auf stillgelegten Flächen angebaut wurden, und die aus ihnen gewonnenen Zwischen-, End-, Neben- und Nacherzeugnisse sowie die Flächen, die zur Erzeugung dieser Ausgangserzeugnisse genutzt werden, kommen für folgende Maßnahmen nicht in Betracht:

a) Maßnahmen, die vom Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, Abteilung Garantie, gemäß Artikel 1 Absatz 2, Punkt a) und b) der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 finanziert werden,

b) Gemeinschaftsbeihilfen gemäß Kapitel VIII der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 mit Ausnahme der Beihilfen zu den Anpflanzungskosten für schnellwachsende Arten gemäß Artikel 31 Absatz 3 Unterabsatz 2 der genannten Verordnung.

§ 2. Für stillgelegte Flächen, die zum Anbau von in Artikel 1, 2° erwähnten Ausgangserzeugnissen genutzt werden, gelten die Bestimmungen des Kapitels III der Verordnung (EG) Nr. 2316/1999.

Der Anbau dieser Ausgangserzeugnisse wird jedoch als mit den genannten Bestimmungen vereinbar angesehen. Darüber hinaus müssen abweichend von Artikel 19, Absatz 2, erster Gedankenstrich der genannten Verordnung die betreffenden Flächen ab dem 15. Januar nicht brachgelegt werden, sofern die Anforderungen des vorliegenden Erlasses erfüllt sind.

§ 3. Der Erzeuger-Antragsteller ist verpflichtet, die regionalen Bestimmungen auf dem Gebiet der Bodennutzung zu beachten.

**Art. 17 -** Unter Gefahr der Ablehnung oder der Nichtigkeit muss die Klage gegen einen in Anwendung der in dem vorliegenden Erlass angeführten Beihilferegelung gefassten Beschluss durch einen Einschreibebrief an die Verwaltung innerhalb der Frist eines Monats nach der Mitteilung des Beschlusses eingereicht werden. Das Einreichen einer Klage schließt gegebenenfalls einen Antrag auf Rückerstattung der ungeschuldet gezahlten Beträge nicht aus.

**Art. 18 -** Die Verwaltung wird mit der Auszahlung der Flächenbeihilfen und mit der Einforderung der ungeschuldet geleisteten Zahlungen beauftragt.

Wird ein im Anschluss an die Missachtung der Verpflichtungen und/oder eine falsche Angabe des Erzeugers ungeschuldet gezahlter Betrag wieder zurückgefordert, so wird dieser Betrag um den gesetzlichen Zinssatz erhöht.

Ungeachtet der von ihr angewandten Beihilferegelung kann die Verwaltung im Falle einer ungeschuldet geleisteten Zahlung oder einer zusätzlichen Erhebung einen Ausgleich mit jeglichem im vorliegenden Erlass angeführten und dem Erzeuger geschuldeten Betrag durchführen.

**Art. 19** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses können gemäß Artikel 8 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. März 1975 mit einer Verwaltungsstrafe geahndet werden.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird als zuständiger Beamte bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.

**Art. 20** - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen.

**Art. 21** - Der Ministerialerlass vom 28. Juni 1999 mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Nutzung stillgelegter Flächen für die Erzeugung von Ausgangserzeugnissen, die für die Herstellung von Erzeugnissen bestimmt sind, die nicht spezifisch für Lebens- oder Futtermittelzwecke bestimmt sind, wird aufgehoben.

**Art. 22** - Der vorliegende Erlass wird ab dem Wirtschaftsjahr 2002/2003 (Ernte 2002) wirksam.

**Art. 23** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 467

[2004/200243]

**24 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoeringsmodaliteiten van de steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, wat betreft het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of vervoeding bestemde producten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 495/2001 van de Commissie van 13 maart 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1038/2001 van de Raad van 22 mei 2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal verordeningen;

Gelet op verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op verordening (EG) nr. 2316/1999 van de Commissie van 22 oktober 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 335/2003 van de Commissie van 21 februari 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 2461/1999 van de Commissie van 19 november 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad wat het gebruik betreft van uit productie genomen grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of voor vervoeding bestemde producten, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 345/2002 van de Commissie van 25 februari 2002;

Gelet op verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 februari 1995 houdende coördinatie van de wet van 10 november 1967 houdende oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 bij de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw, inzonderheid de uitvoeringsmodaliteiten betreffende de steunregeling voor producenten van sommige gewassen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke regeringen en de Federale overheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 juli 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat maatregelen betreffende de steunregeling voor producenten van sommige gewassen zo spoedig mogelijk getroffen moeten worden ter uitvoering van verordeningen (EEG) nrs. 3508/92 1251/1999, 2316/1999, 2461/1999 en 2419/2001;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Gelet op het akkoordprotocol van 13 maart 2002 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden inzake landbouw en visserij voor de overgangperiode tussen 1 januari 2002 en 15 oktober 2002;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden ter uitvoering van de beslissingen betreffende de overdracht van die bevoegdheden;

Overwegende dat de continuïteit van de opdrachten van openbare dienst moet worden gewaarborgd, met inachtneming van de verplichtingen opgelegd bij de Europese regelgeving inzake landbouw;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid vereist is en dat boeten zijn voorzien bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of bij vertraging in de uitvoering van de betrokken regelgevingen of bij slechte uitvoering daarvan;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° producent-aanvrager van steun : de producent die wenst in aanmerking te komen voor de areaalsteun voor niet-voedingsgewassen op braakgelegde grond in het kader van artikel 7, a), van het koninklijk besluit van 19 december 2002 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen;

2° grondstoffen bestemd voor de vervaardiging van niet specifiek voor voeding of vervoeding bestemde producten :

a) de grondstoffen opgenomen in bijlage I bij verordening (EG) 2461/1999, geproduceerd in de Gemeenschap, die hoofdzakelijk bestemd zijn voor de verwerking tot producten opgenomen in bijlage III bij genoemde verordening en waarvan enkel de bijproducten kunnen bestemd zijn voor voeding of vervoeding. Niettemin, wat betreft koolzaad, olievlas en hennep, worden enkel de categorieën zaden toegestaan die bedoeld zijn in artikel 6, § 3, punten 1, 2, c), en 3 van het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, hierna het ministerieel besluit van 20 december 2001 genoemd. Hennepzaden mogen bovendien enkel betrekking hebben op hennep van GN-code 5302.10.00;

b) de grondstoffen verkregen uit meerjarige gewassen opgenomen in bijlage II bij verordening (EG) nr. 2461/1999 voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of voor vervoeding bestemde producten, zoals vermeld in bijlage III bij genoemde verordening;

3° aanvraag om areaalsteun : de aanvraag om areaalsteun, ook "oppervlakteaangifte" genoemd, zoals bedoeld in artikel 8, § 1, van het ministerieel besluit van 20 december 2001;

4° bevoegde overheid :

a) voor de producent-aanvrager van steun : het Bestuur, d.w.z. één van beide volgende overheden :

- het Bestuur voor het Landbouwproductiebeheer waarvan de voor het grondgebied bevoegde ambtenaren van de provinciale bureaus, hierna "Buitendiensten" genoemd, deel uitmaken die zijn aangewezen in bijlage IV bij het ministerieel besluit van 20 december 2001;

- vanaf 16 oktober 2002, de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, waarvan de voor het grondgebied bevoegde ambtenaren van de Directie buitendiensten, hierna "Buitendiensten" genoemd, deel uitmaken. De Afdeling steun aan de landbouw kan een beroep doen op de Afdeling onderzoek, ontwikkeling en kwaliteit van dezelfde Directie met het oog op de uitvoering van sommige bevoegdheden vereist voor de behandeling van de beschouwde steun. De bevoegde Buitendienst is degene die de aanvraag om areaalsteun van de betrokken producent behandelt;

b) voor de inzamelaar, de eerste verwerker, de intermediaire kopers en de latere verwerkers alsook voor de hennepproducent wat betreft de aankondiging van de inzaaiing :

één van beide volgende overheden :

- de Dienst Controle EU-interventies en -steun;

- vanaf 16 oktober 2002, de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse gewest;

c) wat betreft het beheer van de zekerheden, één van beide volgende overheden :

- het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau (BIRB);

- vanaf 16 oktober 2002, de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Grondstoffen waarvoor een contract moet worden gesloten**Afdeling I. — Voorwaarden waaraan de producent-aanvrager moet voldoen*

**Art. 2.** § 1. De producent-aanvrager die op braakgelegde grond de grondstoffen als bedoeld in artikel 1, 2°, a) voortbrengt, moet voldoen aan de vereisten van de steunregeling voor producenten van sommige akkerbouwgewassen, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 19 december 2001 en moet samen met zijn steunaanvraag zoals bedoeld in artikel 1, 3°, de volgende documenten aan het Bestuur voorleggen :

1° het contract dat afgesloten werd met een inzamelaar of een eerste verwerker zoals bepaald in artikel 3 van Verordening (EG) nr. 2461/1999 en dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4 van dit besluit;

2° het formulier "aangifte van niet-voedingsgewassen - model 1" zoals door het Bestuur vastgelegd waarin volgende gegevens opgenomen

zijn :

a) de identificatie en ligging van de percelen waarop de betrokken grondstoffen worden geteeld;

b) de oppervlakte van elk van die percelen;

c) voor elk perceel : het verbouwde gewas met aanduiding van soort, ras en type (winterteelt of zomerteelt);

d) voor elk perceel : de verwachte hoeveelheid van de te leveren grondstof. Die hoeveelheid moet tenminste gelijk zijn aan de betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met de gewone gemiddelde opbrengst voor de betrokken landbouwstreek wat betreft de bedoelde grondstof.

Voor koolzaad, moet de voorziene hoeveelheid echter tenminste gelijk zijn aan de betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met de minimumopbrengst voor de betrokken landbouwstreek zoals vastgesteld voor de winterteelt en de zomerteelt door het Bestuur;

e) indien op hetzelfde bedrijf dezelfde soort of hetzelfde ras ook op niet-braakgelegde percelen wordt verbouwd : hun identificatie, hun ligging, hun oppervlakte, de soort of ras en het type alsook de verwachte te leveren hoeveelheid.

§ 2. Naast de in § 1 bedoelde bepalingen, moet de hennepproducent de bevoegde overheid bedoeld in artikel 1, 4°, punt b) op de hoogte brengen van de inzaaiing.

**Art. 3.** Na iedere oogst meldt de producent-aanvrager aan het Bestuur uiterlijk op 31 oktober, bij middel van het door het Bestuur vastgelegde document oogstaangifte, per soort en per type de totale geoogste en geleverde hoeveelheid evenals de identiteit van de persoon aan wie geleverd werd.

In afwijking van het eerste lid,

1° voor kuilmais mag de oogstaangifte uiterlijk op 30 november ingediend worden;

2° voor suikerbieten, aardperen en cichoreiwortels mag de oogstaangifte uiterlijk op 31 december ingediend worden.

*Afdeling 2. — Het contract*

**Art. 4.** § 1. Om geldig te zijn, moet het contract tussen de producent-aanvrager en de inzamelaar of eerste verwerker gedateerd en ondertekend zijn door beide partijen.

§ 2. Naast de voornaamste beoogde eindproducenten van de grondstoffen, dient het contract te vermelden :

1° de naam en het adres van de contractsluitende partijen;

2° de duur ervan en het oogstjaar;

3° de oppervlakte per landbouwstreek van iedere verbouwde soort en type;

4° per soort en per type de geraamde hoeveelheid grondstof en alle voor de levering daarvan geldende voorwaarden. Deze hoeveelheid moet ten minste gelijk zijn aan de betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met de gewone gemiddelde opbrengst in de betrokken landbouwstreek voor de betrokken grondstof.

Voor koolzaad is deze hoeveelheid ten minste gelijk aan de betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met de minimumopbrengst die door het Bestuur vastgelegd is voor de betrokken landbouwstreek, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, punt d);

5° als het contract betrekking heeft op raapzaad, koolzaad, zonnebloempitten of sojabonen van GN-codes ex 1205 00 90, 1206 00 91, 1206 00 99 of 1201 00 90, moeten eveneens de geraamde hoeveelheid bijproducten en de geraamde hoeveelheid bijproducten met een andere bestemming dan voeding of vervoeding worden vermeld, per soort uitgedrukt in beide gevallen.

§ 3. Het contract dient volgende clausules te bevatten :

1° de producent-aanvrager verbindt zich ertoe om de volledige oogst van de betrokken oppervlakten te leveren aan de inzamelaar of aan de eerste verwerker;

2° de inzamelaar of eerste verwerker verbindt zich ertoe om de volledige oogst af te nemen en binnen de Gemeenschap een daarmee overeenkomende hoeveelheid van deze grondstoffen of reeds verwerkte tussen- en/of bijproducten te gebruiken voor de vervaardiging van in bijlage III bij verordening (EG) nr. 2461/1999 bedoelde eindproducten, waarbij tevens voldaan wordt aan de eisen, gesteld in artikel 3, § 1, van deze verordening.

§ 4. De producent-aanvrager moet er zorg voor dragen dat het contract wordt gesloten op een datum die zijn medecontracterende partij de mogelijkheid biedt om binnen de in artikel 5, § 1, vastgestelde termijnen een afschrift van bedoeld contract in te dienen bij de bevoegde overheid.

§ 5. Beide contractsluitende partijen mogen het contract wijzigen voor de uiterste datum voor indiening van de aanvraag om areaalsteun in de vorm van een bijvoegsel bij het oorspronkelijke contract of door annulatie van het initieel contract en vervanging door een nieuw contract. Die wijziging moet worden ondertekend door beide partijen en meegedeeld aan het Bestuur voor die uiterste datum.

Beide contractsluitende partijen mogen het contract wijzigen na de uiterste datum voor indiening van de aanvraag om areaalsteun op voorwaarde dat de wijziging ondertekend wordt door beide partijen en dat de producent-aanvrager van steun er het Bestuur schriftelijk van op de hoogte brengt uiterlijk op de uiterste datum voor inzaaiing, vastgesteld op 31 mei van het oogstjaar.



Na eind mei van het oogstjaar, kan een vermindering van de braakgelegde oppervlakte, als gevolg van de afschaffing van percelen ofwel van hun herbestemming naar percelen die niet in aanmerking komen voor areaalsteun, plaatsvinden voor zover de betrokken percelen niet werden onderworpen aan een controle die onregelmatigheden aantoonde of indien de producent-aanvrager van steun gewaarschuwd werd voor een naderende controle.

*Afdeling 3. — Voorwaarden die de inzamelaar of eerste verwerker moet vervullen*

**Art. 5.** § 1. De inzamelaar of de eerste verwerker die met de producent-aanvrager van steun het contract heeft afgesloten, dient bij de bevoegde overheid een afschrift van het contract in binnen de volgende termijn :

- voor van 1 juli tot en met 31 december ingezaaide grondstoffen, uiterlijk op 31 januari van het oogstjaar;
- voor van 1 januari tot en met 30 juni ingezaaide grondstoffen, uiterlijk op de uiterste indieningsdatum van de aanvraag om areaalsteun voor het betrokken jaar.

De inzamelaar of eerste verwerker die een contract met een producent-aanvrager van steun wijzigt of annuleert, bezorgt onmiddellijk een kopie van het gewijzigde contract en het bijhorende aanhangsel of een kopie van het geannuleerde contract aan de bevoegde overheid uiterlijk op de uiterste datum voor de indiening van wijzigingen aan de aanvraag om areaalsteun.

De inzamelaar of eerste verwerker houdt echter rekening met de in artikel 4, § 5, derde lid, beschreven mogelijkheden.

§ 2. Samen met elk contract maakt hij de volgende gegevens over of wordt verwezen naar een voorafgaandelijk ingediend schema met de volgende gegevens :

- 1° een beschrijving van de verwerkingsketen;
- 2° de prijs van de bekomen producten;
- 3° de technische rendementen van de verwerking tot eindproduct, bijproduct of nevenproduct evenals de verliezen.

§ 3. Uiterlijk op de uiterste indieningsdatum van de aanvraag om areaalsteun, stelt de inzamelaar of de eerste verwerker de volledige zekerheid bedoeld in artikel 15, §§ 2 en 3, van verordening (EG) nr. 2461/1999, per contract of zijn aanhangsel, bij de overheid bevoegd voor het beheer van de zekerheden.

Wanneer een contract wordt gewijzigd of vernietigd, wordt de gestelde zekerheid dienovereenkomstig aangepast.

De zekerheid wordt voor iedere grondstof vrijgegeven naar rata van de hoeveelheden die zijn verwerkt, mits de autoriteit bevoegd voor de inzamelaar of voor de eerste verwerker over bewijzen beschikt dat deze hoeveelheid grondstof overeenkomstig de regelgeving is verwerkt.

Als het contract betrekking heeft op raapzaad, koolzaad, zonnebloempitten of sojabonen van GN-codes ex 1205 00 90, 1206 00 91, 1206 00 99 of 1201 00 90 en die onderworpen zijn aan de procedure bedoeld in artikel 14, § 2, van verordening (EG) nr. 2461/1999, moet de vastgestelde hoeveelheid nevenproducten die de maximale hoeveelheid bestemd voor voeding of vervoeding overschrijdt, herbestedd zijn naar markten met een andere bestemming dan voeding of vervoeding.

**Art. 6.** § 1. De inzamelaar of de eerste verwerker, aan wie de producent-aanvrager van steun de grondstoffen leverde, moet na ontvangst van de grondstoffen, uiterlijk op 15 oktober het volgende aan zijn bevoegde overheid mededelen :

- 1° de hoeveelheid ontvangen grondstof per soort en per type gewas;
- 2° de identiteit, het nummer van de producent-aanvrager van steun en het adres van deze;
- 3° de plaats van levering en opslag;
- 4° de referentie van het betrokken contract, namelijk het nummer van het contract dat door de bevoegde autoriteit werd toegekend.

§ 2. De inzamelaar stelt binnen 40 werkdagen na de datum waarop hij de ontvangen grondstof aan de eerste verwerker heeft geleverd de bevoegde overheid in kennis van de naam en het adres van deze eerste verwerker.

De eerste verwerker meldt binnen 40 werkdagen aan de bevoegde overheid de naam en het adres van de inzamelaar die de grondstof leverde, de leveringsdatum, de hoeveelheid en de soort grondstof.

**Art. 7.** § 1. De verwerking tot niet-voedingsproduct moet beëindigd zijn vóór 31 juli van het tweede jaar dat volgt op de oogst.

Wat betreft de grondstoffen onderworpen aan de procedure bedoeld in artikel 14, § 2, van verordening (EG) nr. 2461/1999, is voornoemde uiterste datum ook van toepassing voor de afzet buiten de markt van voor voeding of vervoeding bestemde producten, van de hoeveelheden bijproducten die de maximale hoeveelheid bestemd voor voeding of vervoeding overschrijden.

§ 2. De inzamelaar of eerste verwerker die een grondstof of een daaruit vervaardigd tussen- of bijproduct onttrekt aan de niet-voedingssector meldt dit voorafgaandelijk aan de bevoegde overheid bij middel van het door deze bevoegde overheid vastgelegde kennisgevingsformulier.

De overeenkomende hoeveelheid grondstof of daaruit vervaardigd tussen- of bijproduct die ter vervanging van de onttrokken producten als niet-voedingsproduct verder verwerkt wordt, moet bij de bevoegde overheid gemeld worden bij middel van het door de bevoegde overheid vastgelegde kennisgevingsformulier.

**Art. 8.** § 1. De inzamelaar moet per grondstof een door de bevoegde overheid voorafgaandelijk goedgekeurd en gedateerd register wekelijks bijhouden waarin minstens de volgende gegevens dag per dag worden vermeld :

- de hoeveelheden grondstof die voor verwerking in het kader van dit besluit zijn gekocht en verkocht;
- de naam en adres van de producenten-aanvragers van steun;

- de naam en adres van de verdere kopers of verwerkers.

§ 2. Elke verwerker moet per grondstof een door de bevoegde overheid voorafgaandelijk goedgekeurd en gedateerd register wekelijks bijhouden waarin minstens de volgende gegevens dag na dag worden vermeld :

1° de hoeveelheden van de voor verwerking aangekochte of ontvangen grondstof;

2° de hoeveelheden verwerkte grondstof en de hoeveelheden en soorten verkregen eind-, bij- en nevenproducten, die daarmee verband houden;

3° de verwerkingsverliezen;

4° de vernietigde hoeveelheden en de redenen voor die vernietiging;

5° de hoeveelheden en soorten afgewerkte producten en bijproducten die door de verwerker worden verkocht of afgestaan en de ervoor verkregen prijs;

6° de naam en adres van de verdere kopers of verwerkers.

§ 3. De registers bedoeld in § 1 en § 2 moeten ter controle worden voorgelegd aan de bevoegde overheid telkens daarom wordt verzocht.

§ 4. Elke inzamelaar, eerste verwerker of verdere verwerker moet op elk ogenblik de bevoegde overheid toestaan zijn boekhouding te controleren, zijn installaties te inspecteren, de voorraden na te zien en stalen te nemen van de grondstoffen.

§ 5. Alle voor de contracten, leveringen en verwerking bewijskrachtige documenten, nl. facturen, leveringsbordellen, transportdocumenten, productieboekhouding, voorraadlijsten en bestelnota's moeten gedurende 3 jaar vanaf de vrijgave van de zekerheid in het bedrijf bewaard worden.

#### Afdeling 4. — Bijzondere bepalingen

**Art. 9.** § 1. Jaarlijks worden vóór de oogst de representatieve opbrengsten vastgesteld voor winter- en zomerkoolzaad. De representatieve opbrengsten voor koolzaad worden per landbouwstreek vastgesteld en via de pers uiterlijk op 31 juli van het oogstjaar medegedeeld.

§ 2. De regionale representatieve opbrengsten moeten daadwerkelijk worden gehaald en in acht genomen door de producenten-aanvragers van steun.

Alsook de hoeveelheid koolzaad die moet worden geleverd door de producent-aanvrager van steun aan de inzamelaar of aan de eerste verwerker, moet tenminste gelijk zijn aan de betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met het regionale representatieve rendement dat van toepassing is voor de betrokken oppervlakte.

**Art. 10.** § 1. Als de producent-aanvrager van steun tijdens de teeltcyclus meent dat hij als gevolg van bijzondere omstandigheden niet de hele hoeveelheid grondstof die in het contract is vermeld, zal kunnen leveren, brengt hij de bevoegde Buitendienst daarvan zo vlug mogelijk op de hoogte door toezending van het bewijsstuk van geleden teeltschade dat, behalve bij overmacht, absoluut opgesteld moet worden door :

- ofwel de Commissie voor de vaststelling van schade aan teelten;

- ofwel de Buitendienst of, vanaf 16 oktober 2002, een personeelslid van de Directie controle, Afdeling steun aan de landbouw, Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

- ofwel een personeelslid van de Afdeling onderzoek, ontwikkeling en kwaliteit, Directoraat-generaal landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Behalve bij overmacht is geen enkel bewijsstuk dat na de oogst bij de bevoegde Buitendienst toekomt, ontvankelijk.

§ 2. Wanneer de rechtvaardiging van een productietekort zoals bedoeld in § 1 door de bevoegde Buitendienst wordt aanvaard, geeft die toestemming om :

- ofwel de onder het contract vallende oppervlakten te verminderen;

- ofwel het contract op te zeggen;

- ofwel de in het contract vermelde hoeveelheid grondstof te verlagen door deze evenredig met de geraamde omvang van de geleden teeltschade te verminderen.

Bij vermindering of schrapping van de onder het contract vallende oppervlakten, moet de producent-aanvrager van steun, om zijn recht op areaalsteun te behouden, de betrokken gronden opnieuw braakleggen tot voldoening van het Bestuur. Hij verliest verder het recht om de uit het contract gelichte grondstof te verkopen, af te staan of te gebruiken.

**Art. 11.** § 1. De producent-aanvrager van steun moet de medecontractant de hele hoeveelheid grondstof leveren die werd geoogst op de in het contract bedoelde oppervlakte.

De geleverde hoeveelheid moet ten minste gelijk zijn aan :

- voor koolzaad, de betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met de gemiddelde opbrengst vermeld in artikel 9, § 1;

- voor de andere grondstoffen, de betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met de gemiddelde opbrengst die gewoonlijk wordt gerealiseerd in de betrokken landbouwstreek.

§ 2. In geval van een productietekort, als de bevoegde overheid het schriftelijke bewijs van de producent-aanvrager van steun ter verklaring van dit tekort heeft aanvaard en als de levering overeenstemt met :

a) ten minste 90 % van de in § 1 bedoelde te leveren hoeveelheid, wordt, bij wijze van uitzondering, door de bevoegde overheid aangenomen dat het contract nageleefd werd en wordt de oogstaangifte gewoon aanvaard;

b) minder dan 90 % van de in § 1 bedoelde te leveren hoeveelheid houdt de bevoegde overheid rekening met de toestemming die zij vooraf heeft verleend in overeenstemming met hetgeen bepaald is in artikel 10, § 2 om de hoeveelheid grondstof die de producent krachtens § 1 moest leveren, te verminderen.

§ 3. In geval van een productietekort wordt aangenomen dat de producent-aanvrager van steun niet heeft voldaan aan zijn verplichtingen met betrekking tot de uit productie genomen, voor de teelt van niet voedingsgewassen bestemde percelen :

- als de schriftelijke rechtvaardiging van de producent-aanvrager van steun ter verklaring van het tekort van de geleverde hoeveelheid niet werd aanvaard door de bevoegde Buitendienst;
- of als de schriftelijke rechtvaardiging ter verklaring van het tekort van de geleverde hoeveelheid zoals bedoeld in artikel 10, § 1, ontbreekt of na de datum van de oogst bij de bevoegde Buitendienst toekwam;
- of als de daadwerkelijk geleverde hoeveelheid kleiner is dan wat vooraf door de bevoegde Buitendienst werd toegestaan in overeenstemming met hetgeen bepaald is in artikel 10.

Bijgevolg worden voor deze percelen de in artikel 32 van verordening (EG) nr. 2419/2001 bedoelde penalisaties toegepast naar rata van de hoeveelheid ontbrekende grondstof die wordt omgerekend naar een oppervlakte die beschouwd wordt als niet teruggevonden.

**Art. 12.** § 1. De areaalsteun kan alleen aan de producent-aanvrager van steun worden betaald alvorens de grondstof wordt verwerkt als :

- 1° de grondstof daadwerkelijk geleverd werd;
- 2° het originele contract voor niet-voedingsteelten en de oogstaangifte van niet-voedingsteelten tijdig werden ingediend bij de bevoegde Buitendienst;
- 3° tijdig een afschrift van het contract werd ingediend bij de bevoegde overheid bedoeld in artikel 1, 4°, b);
- 4° de in artikel 1, 4°, c), bedoelde bevoegde overheid het bewijs heeft ontvangen dat de volledige zekerheid door de inzamelaar of de eerste verwerker werd gesteld;
- 5° de in artikel 1, 4°, b), bedoelde bevoegde overheid zich ervan heeft vergewist :
  - dat de grondstof wel degelijk is bestemd om te worden verwerkt tot producten die zijn opgenomen in bijlage III bij verordening (EG) nr. 2461/1999;
  - dat de niet voor voeding bestemde producten die na verwerking worden verkregen een hogere economische waarde hebben dan de voor voeding of vervoeding bestemde producten; die waarde wordt vastgelegd volgens de methode vermeld in artikel 13, § 3, van verordening (EG) nr. 2461/1999;
  - dat de inzamelaar of de eerste verwerker met wie het contract wordt gesloten, wel degelijk uiterlijk op 15 oktober van het oogstjaar kennis heeft gegeven van de hoeveelheid per soort en type in ontvangst genomen grondstof en van de plaats van levering.

§ 2. Er wordt geen areaalsteun in de zin van artikel 4, punt 3, van verordening (EEG) nr. 1251/1999 betaald voor braakgelegde gronden waarop suikerbieten, aardperen of cichoreiwortels worden geteeld.

Deze gewassen vallen evenwel onder de toepassing van hetgeen in dit besluit is bepaald.

**Art. 13.** § 1. In het geval de grondstoffen niet rechtstreeks door de inzamelaar aan de eerste verwerker geleverd worden, moet de inzamelaar aan de bevoegde overheid binnen 40 werkdagen na de ontvangst van de grondstoffen door de eerste verwerker, de identiteit en het adres van deze laatste evenals van de deelnemers aan de leveringsketen melden.

Elke deelnemer deelt op zijn beurt binnen 40 werkdagen na de levering aan de bevoegde overheid de identiteit en het adres mee van de koper van de grondstof evenals de aan hem verkochte hoeveelheid.

§ 2. Bij grensoverschrijdend handelsverkeer binnen de Gemeenschap, zowel in het stadium grondstoffen, als tussenproducten, moet een T5-document gebruikt worden, afgeleverd door de bevoegde overheid en dit op de wijze zoals vermeld in de artikelen 17, 18 en 19 van de verordening (EG) nr. 2461/1999.

Hierbij moet de in artikel 1, 4°, b), bedoelde bevoegde overheid vóór het vertrek van de goederen naar een andere lidstaat op de hoogte gebracht worden van de naam en adres van de bestemming, de soort en het type product, de hoeveelheid en de maand van levering van het betrokken product.

#### Afdeling 5 - Verwerking van grondstoffen in het bedrijf

**Art. 14.** § 1. De producent-aanvrager van steun die op braakgelegde grond graangewassen of koolzaad van GN-code 1205 00 90 teelt en die in zijn eigen bedrijf de geooogste grondstoffen gebruikt als brandstoffen om zijn bedrijf te verwarmen of voor de productie van elektriciteit of biobrandstoffen of die deze grondstoffen verwerkt tot biogas van GN-code 2711 29 00, moet de volgende bepalingen in acht nemen :

- 1° een verbintenisverklaring indienen die het in artikel 2, § 1, 1°, vermelde contract vervangt waarin hij zich ertoe verbindt om het geheel van de betrokken grondstoffen rechtstreeks te verwerken;
- 2° zelf de in artikel 5, § 3, bedoelde zekerheid stellen.

§ 2. De bepalingen van hoofdstuk II zijn mutatis mutandis van toepassing op de producent-aanvrager van steun die zelf verwerker van de grondstoffen in zijn bedrijf is.

§ 3. Bovendien moet die producent-aanvrager de volgende bepalingen in acht nemen :

1° alle geooogste grondstoffen laten wegen op een erkende snelweger. In geval van gebruik van het gehele gewas, mag het wegen achter vervangen worden door de volumetrische vastlegging van de grondstof, voorzover de producent de Directie controle op de hoogte heeft gebracht van de datums voorzien voor die vastlegging, en dit minstens twee werkdagen daarvoor;

2° de graangewassen en, wat betreft koolzaad, de ruwe olie denatureren, onmiddellijk na verwerking van de grondstof, en dit volgens de door de bevoegde overheid voorgeschreven methode;

3° een specifiek register bijhouden met, o.a., de geoogste, verwerkte en gedatureerde hoeveelheid grondstoffen.

§ 4. Het denatureren van de verkregen olie op de boerderij vormt de laatste fase van de verwerking van oliehoudende zaden zoals bedoeld in artikel 7, § 1.

#### HOOFDSTUK III. — *Grondstoffen waarvoor geen contract moet worden gesloten*

**Art. 15.** De producent-aanvrager van steun die op uit productie genomen gronden grondstoffen teelt zoals bedoeld in artikel 1, 2°, *b)*, moet bij het Bestuur samen met de in artikel 1, 3°, bedoelde aanvraag om areaalsteun een jaarlijkse aangifte op het door het Bestuur vastgestelde formulier voor "aangifte van niet-voedingsteelten - model 2", indienen waarop met name de volgende gegevens voorkomen :

- identificatie en ligging van de percelen waarop de betrokken grondstoffen worden geteeld;
- de oppervlakte van elk van die percelen;
- voor elk perceel, opgave van de teelt, het jaar van aanleg van de teelt, de duur van de teeltcyclus en de verwachte oogstdata.

Op het in het eerste lid vermelde formulier verbindt de producent-aanvrager zich ertoe dat de betrokken grondstoffen, bij gebruik of verkoop, zullen worden gebruikt voor de in bijlage III bij verordening (EG) nr. 2461/1999 vermelde bestemmingen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Algemeen*

**Art. 16.** § 1. De in artikel 1, 2°, bedoelde grondstoffen die op braakgelegde grond worden geteeld, de daarvan afgeleide eind-, bij-, neven- en tussenproducten alsook de grond die wordt gebruikt voor de teelt van deze grondstoffen komen niet in aanmerking voor :

- acties die uit hoofde van artikel 1, § 2, punten *a)* en *b)*, van verordening (EG) nr. 1258/1999 door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds, afdeling garantie, worden gefinancierd;
- communautaire steun uit hoofde van hoofdstuk VIII van verordening (EG) nr. 1257/1999, met uitzondering van de steun verleend uit hoofde van beplantingskosten voor snelgroeïende soorten zoals bedoeld in artikel 31, § 3, van genoemde verordening.

§ 2. Voor braakgelegde grond die voor de teelt van de in artikel 1, § 2, genoemde grondstoffen wordt gebruikt, gelden de bepalingen van hoofdstuk III van verordening (EG) nr. 2316/1999.

De teelt van die grondstoffen wordt echter beschouwd als in overeenstemming met genoemde bepalingen en, in afwijking van artikel 19, § 2, eerste streepje, van verordening (EG) nr. 2316/1999, behoeven de betrokken oppervlakten niet vanaf 15 januari uit productie te worden genomen, mits aan de eisen van onderhavig besluit is voldaan.

§ 3. De producent-aanvrager van steun moet de gewestelijke bepalingen inzake grondbestemming in acht nemen.

**Art. 17.** Op straffe van verval of nietigheid, moet het beroep tegen een beslissing genomen overeenkomstig de regeling betreffende de steun bedoeld in dit besluit bij aangetekende brief ingediend worden bij het Bestuur binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing. Dat beroep sluit niet uit dat eventuele aanvragen om terugbetaling van ten onrechte gestorte worden ingediend.

**Art. 18.** Het Bestuur is belast met de storting van de areaalsteun alsook met de terugvordering van de ten onrechte betaalde bedragen.

Bij ten onrechte gestort bedrag als gevolg van niet-naleving van de verbintenissen en/of van een opzettelijke onregelmatigheid door de producent-aanvrager van steun, wordt dat bedrag vermeerderd met een rente berekend tegen de wettelijke voet.

Ongeacht de door het Bestuur beheerde steunregeling, in geval van ten onrechte gestort bedrag of bijkomende heffing, kan het Bestuur voorzien in een compensatie met elk steunbedrag bedoeld in dit besluit, dat aan de producent-aanvrager van steun verschuldigd is.

**Art. 19.** De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen aanleiding geven tot een administratieve boete, overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de akten te verrichten en de beslissingen te nemen betreffende de in het vorige lid bedoelde administratieve boeten.

**Art. 20.** De Inspecteur-generaal van de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt ertoe gemachtigd om de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

**Art. 21.** Het ministerieel besluit van 28 juni 1999 houdende de uitvoeringsbepalingen betreffende het gebruik van uit productie genomen grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging van niet specifiek voor voeding of veevoeding bestemde producten, wordt opgeheven.

**Art. 22.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf het verkoopseizoen 2002/2003 (oogst 2002).

**Art. 23.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART